

Fronde

Pourquoi les gilets jaunes français s'effilochent

Derrière les “gilets jaunes” manquent un vrai débat, une structure de représentation, un projet réaliste.



© Kamil Zihnioglu/AP/SIPA;



Libre Opinion, Guillaume Von Der Weid

Le mouvement des “gilets jaunes” fut sans précédent. Irrésistible par son ampleur, ses revendications, son approbation unanime, il déstabilise non seulement le gouvernement, mais la république. C'est qu'il réunit les trois moteurs d'une révolution : l'exigence de justice, l'avant-garde déterminée et le soutien du pays. Nous serions à la veille du grand soir. Et pourtant, la fronde semble s'éteindre sans rien avoir obtenu de substantiel. Analyse.

La responsabilité contre la conviction

Cette éruption populaire, que beaucoup d'intellectuels et même d'élus qualifient de “pré-révolutionnaire”, vise d'abord une vraie justice sociale. Autour de la question du pouvoir d'achat, elle rassemble des publics aussi différents que des travailleurs pauvres, des retraités, des chefs d'entreprise, des ruraux, des périurbains, des fonctionnaires, des artisans, bref, toutes les composantes de cette classe moyenne de la “France périphérique” qui a du mal à boucler ses fins de mois et se sent menacée de précarisation. Ralliement général pour la justice sociale qui ressemble fort, dans un autre registre, aux manifestations de “Je suis Charlie” pour la liberté d'expression. Cause indiscutable.

“Ralliement général pour la justice sociale qui ressemble fort, dans un autre registre, aux manifestations de “Je suis Charlie” pour la liberté d'expression. Cause indiscutable”

Seulement la justice ne fait pas une politique, parce que la justice est un idéal tandis que la politique est un instrument au service de cet idéal. Si l'on est tous d'accord pour viser une égalité telle que chacun puisse accéder à une vie bonne, les avis divergent sur les moyens d'y parvenir. Ainsi par exemple, la gauche voulait s'en approcher par la redistribution et l'État providence, la droite par une politique de l'offre et un État réduit à ses fonctions régaliennes. Or par leur diversité même, les “gilets jaunes” peinent à définir un but, au-delà de leur étendard du “ras-le-bol” ; les uns veulent plus d'écoles, les autres moins d'impôts, les uns la fin de la politique d'austérité, les autres le désendettement de l'État. Aussi ne se retrouvent-ils que sur l'évidence que la justice sociale est à distance de nous. Or finir par dénoncer “la politique” par manque de propositions alternatives contre la politique gouvernementale, et donc sous le seul motif que l'idéal est à distance, est une aberration, puisque c'est justement pour la résorber que nous avons besoin de politique.

La radicalité contre les lumières

Du coup, sans débouché, le mouvement s'est radicalisé. Au-delà des destructions considérables du samedi 1er décembre, les “gilets jaunes” sont entraînés dans l'alternative de la démobilisation ou du jusqu'au-boutisme, par manque d'objet précis. On a donc de moins en moins de gilets, et de plus en plus d'appel à la haine, de menaces de mort, de violences, avec un antisémitisme qui fait retour, comme la dernière guenille d'un tissu social usé à la corde.

Certains disent que c'est ainsi que commencent les révolutions, par un soulèvement qui se structurera par la suite. Et chacun de citer notre chère révolution française comme paradigme ultime d'un progrès social radical “venu d'en bas”. Sauf que la révolution a idéologiquement été portée par un siècle de “Lumières” qui nous éclairaient encore aujourd'hui. Romain Gary peut bien l'appeler “le siècle des lucioles” pour dénoncer le formalisme de ses principes, il n'en a pas moins fixé une direction qui, au travers des péripéties d'un nouveau siècle, si l'on suit l'analyse brillante de François Furet (Penser la révolution française), aboutira à la fondation de la république en 1880. Derrière les “gilets jaunes” manquent un vrai débat, une structure de représentation, un projet réaliste.

La démocratie contre la république

Mais tous ces arguments font peu de poids face au soutien massif dont bénéficient les “gilets jaunes” (70% d'opinions favorables selon le sondage BFM du 19 décembre). Le peuple aurait raison contre les institutions, à la suite des populismes qui cherchent à faire valoir un homme providentiel, un pays profond, un peuple fantasmé, une terre “qui ne ment pas” — d'où les relents xénophobes et antisémites des “gilets jaunes” —, contre une représentation confisquée par des sociétés secrètes, des conspirations cosmopolites, des lobbys, des “500 familles qui se gavent”, comme l'a déclaré à l'Assemblée nationale François Ruffin au mois de septembre.

Mais c'est bien sûr une vision erronée de la démocratie, qui est d'abord une institution, avec des pouvoirs, pour certains venus du peuple, mais équilibrés par des contre-pouvoirs, des procédures, des garde-fous et un gouvernement protégé de l'agitation. Tout le monde se souvient de la faiblesse congénitale de la IV^{ème} République. Dans le contexte actuel, la revendication d'un “référendum d'initiative populaire” n'est qu'un autre masque de cet idéal pernicieux de démocratie directe qui veut nous sauver des réalités, mais ouvre la porte aux pires dérives. Par sa devise “fluctuat nec mergitur”, avant qu'elle ne devienne le symbole de résistance aux attentats, Paris proclamait résister à ces vagues insurrectionnelles qui n'ont jamais mené, de la part de sociétés inquiètes, qu'à des mesures réactionnaires peu propices aux changements véritables.

“La revendication d'un “référendum d'initiative populaire” n'est qu'un autre masque de cet idéal pernicieux de démocratie directe qui veut nous sauver des réalités, mais ouvre la porte aux pires dérives”

Le soutien de certains intellectuels quant à lui, adoubant cet unanimité vague, par-delà les habituels calculs éditoriaux, a sans doute été facilité par le fait que, comme le notait il y a un siècle Karl Kraus, « il peut y avoir plus de courage et de tempérament à attaquer un charretier qu'un roi. »

A lire également

L'histoire des “gilets jaunes” n'est ni une révolte fiscale ni un soulèvement social

Publié le 03/01/2019

Catégories :

Affaires publiques / Economie / Politique / Libre opinion / Social & sociétal /

